

Conf. 12.3

(Rev. CoP19)*

Permis et certificats

RAPPELANT la résolution Conf. 8.16, adoptée par la Conférence des Parties à sa huitième session (Kyoto, 1992) ;

RAPPELANT la résolution Conf. 10.2 (Rev.), adoptée par la Conférence des Parties à sa 10^e session (Harare, 1997) et amendée à sa 11^e session (Gigiri, 2000) ;

RAPPELANT les dispositions de l'Article VI de la Convention en ce qui concerne les permis et certificats ;

CONSTATANT que des faux permis et certificats et des permis et certificats non valables sont de plus en plus utilisés par les fraudeurs et qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour éviter que de tels documents soient acceptés ;

RECONNAISSANT la nécessité que les Parties soient particulièrement vigilantes concernant la délivrance de permis et de certificats couvrant des spécimens de grande valeur ou d'espèces inscrites à l'Annexe I ;

RECONNAISSANT que les permis et les certificats peuvent être délivrés sur papier, dans un format électronique, ou des deux manières ;

RECONNAISSANT que les systèmes de délivrance informatisée des permis peuvent aider les Parties à réglementer le commerce, à encourager le respect des cadres juridiques encadrant le commerce, à surveiller la légalité et la durabilité du commerce, notamment en ce qui concerne l'élaboration des rapports annuels CITES sur le commerce, ainsi qu'à lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages ainsi que le commerce illégal de faune et de flore sauvages ;

RECONNAISSANT que les Parties n'ont pas l'obligation de délivrer les permis ou les certificats dans un format électronique ;

RECONNAISSANT que les Parties qui délivrent des permis ou des certificats dans un format électronique doivent aussi les délivrer sur papier, à moins d'avoir conclu un accord avec les autres Parties concernées ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'améliorer la normalisation des permis et des certificats en suivant les normes internationales ;

NOTANT que [le Cadre de mise en œuvre eCITES](#), les [Outils pour la délivrance informatisée des permis](#) (CITES electronic permitting toolkit), les [Lignes directrices et spécifications sur le système d'échange d'informations sur les permis électroniques \(EPIX\) pour les permis et certificats CITES](#), et les [Orientations sur les signatures électroniques CITES](#) donnent aux Parties des orientations sur les formats, les protocoles et les normes d'échange des informations communs et reconnus au plan international, et sur les signatures

RECONNAISSANT la nécessité d'adopter les principes énoncés dans les documents d'orientation mentionnés ci-dessus afin de faciliter l'échange des informations entre les organes de gestion nationaux ;

RECONNAISSANT que ces documents d'orientation nécessiteront des mises à jour et des révisions pour tenir compte de l'évolution des technologies et du développement continu des normes internationales ;

RECONNAISSANT que la délivrance de permis et de certificats CITES constitue un plan de certification garantissant que le commerce ne nuit pas à la survie des espèces inscrites aux annexes ;

* Amendée aux 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e et 19^e sessions de la Conférence des Parties.

CONSCIENTE que les indications portées sur les permis et certificats doivent apporter le maximum d'informations pour permettre un contrôle, tant à l'exportation qu'à l'importation, de la correspondance entre les spécimens et le document ;

RECONNAISSANT que la Convention ne donne pas d'indications concernant l'acceptabilité d'un permis d'exportation dont la validité arrive à expiration après l'exportation des spécimens mais avant que le permis soit présenté à l'importation ;

CONSIDERANT qu'aucune disposition ne fixe la durée maximale de validité des permis d'importation, mais qu'il est nécessaire de fixer une durée de validité propre à garantir le respect des dispositions de l'Article III, paragraphe 3, de la Convention

RAPPELANT que les Articles III, IV et V de la Convention stipulent que le commerce de tout spécimen d'une espèce inscrite en ses annexes nécessite la délivrance et la présentation préalables du document pertinent ;

RAPPELANT que les Parties ont l'obligation, au titre de l'Article VIII, paragraphe 1 b), de la Convention, de prévoir la confiscation ou le renvoi à l'État d'exportation des spécimens commercialisés en violation de la Convention ;

NOTANT que les efforts accomplis par les pays d'importation pour remplir leurs obligations au titre de l'Article VIII, paragraphe 1 b), peuvent être gravement entravés par la délivrance rétroactive de permis ou de certificats pour des spécimens ayant quitté le pays d'exportation ou de réexportation sans de tels documents, et que des déclarations relatives à la validité de documents qui ne répondent pas aux exigences de la Convention ont vraisemblablement un effet semblable ;

CONSIDERANT que la délivrance rétroactive de permis et de certificats a un effet négatif croissant sur les possibilités d'application pertinente de la Convention et ouvre la voie au commerce illicite;

CONSIDERANT que l'Article VII, paragraphe 7, de la Convention, stipule que dans certaines circonstances, "un organe de gestion de tout État peut accorder des dérogations aux obligations des Articles III, IV et V et autoriser sans permis ou certificats les mouvements des spécimens qui font partie d'un zoo, d'un cirque, d'une ménagerie, d'une exposition d'animaux ou de plantes itinérants à condition que ...les spécimens entrent dans une des catégories spécifiées au paragraphe 2 ou 5 du présent Article" ;

SOUHAITANT cependant que cette dérogation ne soit pas utilisée pour éviter les mesures nécessaires au contrôle du commerce international des spécimens d'espèces inscrites aux annexes à la Convention ;

RECONNAISSANT que le commerce de nombreux échantillons biologiques, en raison de leur nature particulière ou de l'objectif particulier de ce commerce, nécessite le traitement rapide des permis et des certificats pour permettre la circulation sans délai des envois ;

RAPPELANT que, conformément au paragraphe 3 de l'Article VIII, les Parties doivent faire en sorte que les formalités requises pour le commerce de spécimens s'effectuent dans les meilleurs délais ;

RECONNAISSANT que l'Article VII comporte des dispositions spéciales réduisant les exigences de contrôle des spécimens acquis avant que les dispositions de la Convention ne s'y appliquent et des spécimens élevés en captivité ou reproduits artificiellement ;

NOTANT la nécessité de mettre au point une procédure simplifiée, compatible avec les obligations des Parties à la Convention sur la diversité biologique ;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION

1. ÉTABLIT comme suit les diverses parties de la présente résolution :

- I. Concernant la normalisation des permis et certificats CITES
- II. Concernant les permis d'exportation et les certificats de réexportation

- III. Concernant les permis d'importation
- IV. Concernant la délivrance de permis et certificats après le transfert d'une espèce d'une Annexe à une autre
- V. Concernant les certificats pré-Convention
- VI. Concernant les certificats d'origine
- VI. Concernant les certificats pour exposition itinérante
- VIII. Concernant les certificats phytosanitaires
- IX. Concernant les permis et les certificats couvrant des espèces contingentées
- X. Concernant les permis et les certificats couvrant des spécimens de crocodiliens
- XI. Concernant les permis et les certificats couvrant les spécimens de coraux
- XII. Concernant les permis et les certificats pour les essences produisant du bois inscrites aux Annexes II et III avec l'annotation "Grumes, bois sciés et placages"
- XIII. Concernant le recours à une procédure simplifiée pour délivrer les permis et les certificats
- XIV. Concernant la délivrance rétroactive de permis et de certificats
- XV. Concernant l'acceptation et l'approbation des documents et les mesures de sécurité
- XVI. Concernant les documents pour les collections d'échantillons couvertes par les carnets ATA
- XVII. Concernant les permis et certificats délivrés par décision de justice
- Annexe 1 Informations devant figurer sur les permis et les certificats CITES
- Annexe 2 Formulaire type, instructions et explications
- Annexe 3 Modèle de certificat pour exposition itinérante ; instructions et explications ; fiche de traçabilité
- Annexe 4 Types d'échantillons biologiques et leur utilisation

I. Concernant la normalisation des permis et certificats CITES

2. CONVIENT :

- a) que pour être conformes aux dispositions de l'Article VI et des résolutions pertinentes, les permis d'exportation et d'importation, et les certificats de réexportation, pré-Convention, d'origine, d'élevage en captivité et de reproduction artificielle (sauf quand des certificats phytosanitaires sont utilisés à cette fin) doivent inclure l'ensemble des informations mentionnées à l'annexe 1 de la présente résolution ;
- b) que les permis et les certificats peuvent être délivrés électroniquement, sur papier, ou des deux manières ;
- c) que chaque formulaire, qu'il soit en format électronique ou sur papier, devrait être délivré dans une ou plusieurs des langues de travail de la Convention (français, anglais ou espagnol) et dans la langue nationale si celle-ci n'est pas une des langues de travail ;
- d) que chaque formulaire devrait indiquer de quel type de document il s'agit (permis d'importation ou d'exportation, certificat de réexportation, pré-Convention, etc.) ;

- e) que si un formulaire de permis ou de certificat, qu'il soit délivré en format électronique ou sur papier, offre un emplacement pour la signature manuscrite du requérant ou son équivalent électronique dans le cas d'un formulaire électronique, l'absence de signature, conformément aux *Orientations sur les signatures électroniques CITES*, rend non valide le permis ou le certificat ; et
- f) que si une annexe est jointe au permis ou au certificat en tant que partie intégrante de celui-ci, il convient de le mentionner ainsi que le nombre de pages de l'annexe sur le permis ou le certificat, et chaque page de l'annexe doit inclure ce qui suit :
 - i) le numéro du permis ou du certificat et la date de sa délivrance ; et
 - ii) la signature manuscrite de l'autorité délivrant le document, et le cachet ou le sceau, sec de préférence, ou son équivalent électronique ; et

3. RECOMMANDE :

- a) aux Parties qui veulent modifier leurs modèles de permis et de certificats, réimprimer des documents existants ou utiliser de nouveaux documents, de demander au préalable l'avis du Secrétariat ;
- b) aux Parties d'adapter le contenu et, dans la mesure du possible, la présentation, de leurs formulaires de permis et de certificat au formulaire type joint à la présente résolution en tant qu'annexe 2 ;
- c) à toutes les Parties d'envisager de mettre au point et d'utiliser des systèmes de gestion informatisée des permis, tels que ceux décrits dans le *Cadre de mise en œuvre eCITES*, qui permettent notamment de préparer les rapports annuels conformément aux dispositions de l'Article VIII, paragraphe 7 a) ; le cas échéant, aux Parties d'envisager la mise en œuvre de processus informatisés pour la délivrance des permis, et de mettre au point et d'utiliser l'équivalent électronique des permis et des certificats sur papier ;
- d) aux Parties qui utilisent ou mettent au point des permis et des certificats électroniques, d'envisager d'adopter les normes recommandées dans les *Outils pour la délivrance informatisée des permis, les Lignes directrices et spécifications sur le système d'échange d'informations sur les permis électroniques (EPIX) pour les permis et certificats CITES*, et les *Orientations sur les signatures électroniques CITES* ;
- e) aux Parties qui délivrent des permis et des certificats électroniques, de soumettre au Secrétariat les informations permettant de prouver que les permis et certificats électroniques délivrés par leur système sont l'équivalent électronique de permis et certificats originaux sur papier, et de fournir des renseignements sur la manière de vérifier la validité des permis et certificats délivrés par voie électronique ;
- f) au Secrétariat de communiquer, par le biais d'une notification, les informations soumises par les Parties sur leurs systèmes électroniques en vertu de l'alinéa e) ;
- g) au Secrétariat, lorsqu'un financement externe est disponible, d'organiser l'impression de permis et de certificats sur du papier de sécurité pour le compte des Parties qui en font la demande ;
- h) aux Parties de ne pas utiliser de formulaires identiques aux formulaires CITES pour les certificats couvrant le commerce intérieur, afin d'éviter des usages abusifs ou frauduleux ;
- i) aux fins de recherche et d'établissement des rapports annuels, de limiter si possible à 14 caractères les numéros des permis et des certificats, selon la formule suivante :

WWxxYYYYYY/zz

où WW représente les deux derniers chiffres de l'année de délivrance, xx représente le code ISO à deux lettres du pays, YYYYYY représente un numéro de série de six chiffres, et zz

représente deux chiffres ou lettres, ou une combinaison d'un chiffre et d'une lettre, utilisés par une Partie à des fins d'information interne ;

- j) aux Parties de mentionner sur leurs permis et certificats le but de la transaction en utilisant les codes suivants :

T Transaction commerciale
Z Parc zoologique
G Jardin botanique
Q Cirque et exposition itinérante
S Fins scientifiques
H Trophée de chasse
P Fins personnelles
M Fins médicales (y compris la recherche biomédicale)
E Éducation
N Réintroduction ou introduction dans la nature
B Élevage en captivité ou reproduction artificielle
L Application de la loi / fins judiciaires / police scientifique ;

- k) Le code de but de la transaction à utiliser est établi de la manière de suivante :

- i) Le type de transaction entre l'expéditeur/exportateur et le destinataire/importateur directement impliqués dans le transfert d'un Etat à l'autre sert à établir le code de but de la transaction à utiliser sur le permis d'exportation ou le certificat de réexportation. La raison du transfert du/des spécimen(s) de la part de l'expéditeur/exportateur vers le destinataire/importateur est ainsi indiquée. L'expéditeur/exportateur et le destinataire/importateur peuvent être une seule et même personne (p. ex. en cas de déplacement personnel) ;
- ii) L'utilisation que l'importateur entend faire du/des spécimens(s) sert à établir le code du but de la transaction à faire apparaître sur le permis d'importation. La raison pour laquelle l'importateur demande à importer le/les spécimen(s) ou le/les importe est ainsi indiquée ;
- iii) En cas de délivrance simultanée du permis d'exportation/certificat de réexportation et du permis d'importation, le code de but de la transaction indiqué sur les deux documents CITES peut être différent.
- iv) le code de but de la transaction « T » sera utilisé pour des transactions dont les aspects non commerciaux ne prédominent pas clairement, sauf dans les cas où un autre code reflète plus exactement la raison de la transaction ;
- v) le code le plus applicable sera utilisé pour les transactions non commerciales par nature ;
- vi) S'agissant de ces certificats, le code de but de la transaction suivant devra être utilisé :

Certificat de propriété	P
Certificat pour exposition itinérante	Q
Certificat pour instrument de musique	P ou Q
Certificat d'utilisation à des fins scientifiques	S

- vii) S'agissant des autres types de certificat, le code de but de la transaction à utiliser sera établi de la manière suivante :

Certificat pré-Convention – comme indiqué à l'alinéa i) ci-dessus pour les permis d'exportation et les certificats de réexportation ;
Certificat d'origine – comme indiqué à l'alinéa i) ci-dessus pour les permis d'exportation et les certificats de réexportation ;
Certificats pour des spécimens élevés en captivité ou reproduits artificiellement – comme indiqué à l'alinéa i) ci-dessus pour les permis d'exportation et les certificats de réexportation ;
Certificat d'introduction en provenance de la mer – comme indiqué à l'alinéa ii) ci-dessus pour les permis d'importation;

- l) Les mots "trophée de chasse" utilisés dans la présente résolution renvoient à un animal entier, ou à des parties ou produits facilement identifiables d'un animal, spécifiés sur le permis ou le certificat CITES l'accompagnant, et qui :
- i) sont bruts, traités ou manufacturés ;
 - ii) ont été obtenus légalement par le chasseur dans son activité de chasse, pour son usage personnel ; et
 - iii) sont importés, exportés ou réexportés par le chasseur ou en son nom, dans le cadre du transfert de leur pays d'origine à leur destination finale, c'est-à-dire le pays de résidence habituelle du chasseur.
- m) le code de but « Z » (parc zoologique) sera utilisé s'il s'agit d'une transaction aux fins de déplacement d'un spécimen vers un parc zoologique et/ou un aquarium ou par un parc zoologique et/ou un aquarium pour une exposition publique, des soins, la reproduction, l'éducation et la sensibilisation du public, la recherche scientifique, la sauvegarde, la réhabilitation ou la conservation ;
- n) le code de but « M » (fins médicales, y compris la recherche biomédicale) sera utilisé s'il s'agit d'une transaction aux fins d'analyse médicale ou vétérinaire, de diagnostic, de traitement ou de recherche, y compris la recherche biomédicale ;
- l) le code de but « E » (éducation) sera utilisé s'il s'agit d'une transaction aux fins d'utilisation dans des programmes éducatifs et de formation ou d'exposition dans une institution dont la fonction est principalement pédagogique ;
- p) le code de but « N » (réintroduction ou introduction dans la nature) sera utilisé s'il s'agit d'une transaction aux fins de renforcement et de réintroduction dans l'aire de répartition naturelle et historique d'une espèce, et aux fins d'introduction pour la conservation, comprenant la colonisation assistée et le remplacement écologique, en dehors de l'aire de répartition naturelle et historique de l'espèce ;
- q) le code de but « L » (application de la loi / fins judiciaires / police scientifique) sera utilisé s'il s'agit d'une transaction aux fins de transfert de spécimens entre, ou en appui à, des organismes gouvernementaux pour l'application de la loi, à des fins judiciaires ou de police scientifique ;
- r) d'utiliser les codes suivants pour indiquer la source des spécimens :
- W** Spécimens prélevés dans la nature ;
 - X** Spécimens pris dans "l'environnement marin n'étant pas sous la juridiction d'un État" ;
 - R** Spécimens élevés en ranch : spécimens d'animaux élevés en milieu contrôlé, provenant d'œufs ou de juvéniles prélevés dans la nature, où ils n'auraient eu sinon que très peu de chances de survivre jusqu'au stade adulte ;
 - D** Animaux de l'Annexe I reproduits en captivité à des fins commerciales dans des établissements inscrits au registre du Secrétariat, conformément à la Résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15), et plantes de l'Annexe I reproduites artificiellement à des fins commerciales, ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII de la Convention, paragraphe 4.
 - A** Plantes reproduites artificiellement conformément à la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18), ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII, paragraphe 5, (spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I reproduits artificiellement à des fins non commerciales et spécimens d'espèces inscrites aux Annexes II et III).

- C** Animaux reproduits en captivité conformément à la résolution Conf. 10.16 (Rev. CoP19)¹, ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII, paragraphe 5.
 - F** Animaux nés en captivité (F1 ou générations ultérieures) ne répondant pas à la définition d'"élevé en captivité" donnée par la résolution Conf. 10.16 (Rev. CoP19), ainsi que leurs parties et produits.
 - Y** Spécimens de plantes répondant à la définition de « production assistée » énoncée dans la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18), ainsi que leurs parties et produits.
 - U** Source inconnue (**l'utilisation de ce code doit être justifiée**).
 - I** Spécimens confisqués ou saisis.
 - O** Spécimens pré-Convention ;
- s) que les termes et les codes utilisés sur les permis et les certificats pour indiquer les types de spécimens commercialisés soient conformes à ceux qui figurent dans la version la plus récente des *Lignes directrices pour la préparation et la soumission des rapports annuels CITES* préparées par le Secrétariat, et que les unités de mesure utilisées soient elles aussi conformes à ces lignes directrices;
 - t) aux Parties d'envisager de mettre au point et d'utiliser des permis et des certificats électroniques ;
 - u) aux Parties, lorsqu'elles utilisent des permis et des certificats sur papier, d'envisager d'utiliser du papier de sécurité ;
 - v) aux Parties qui ne le font pas encore, d'apposer un timbre de sécurité, un code-barres 2D, ou les deux, sur chaque permis et certificat ou d'avoir recours à toute autre manière appropriée pour sécuriser chaque permis et certificat ;
 - w) que quand un timbre de sécurité est apposé sur un permis ou un certificat, il soit oblitéré par une signature et un sceau ou un cachet, sec de préférence, et que son numéro soit reporté sur le document ;
 - x) aux Parties qui délivrent des permis et certificats électroniques, de veiller à ce que leurs systèmes délivrent l'équivalent électronique des permis et certificats originaux sur papier, et à ce que leurs systèmes disposent de mesures de sécurité adéquates, et notamment de mécanismes qui :
 - i) dans le cas d'un document à usage unique, évitent que celui-ci ne soit utilisé pour plus d'un déplacement ; et dans le cas d'un document à usage multiple, évitent qu'il ne soit utilisé d'une manière non autorisée ;
 - ii) lorsque cela est possible, reçoivent des informations de la Partie importatrice lorsqu'un document a été utilisé ;
 - iii) permettent aux autorités de toute Partie de vérifier si un document est valide ou s'il a déjà été utilisé ;
 - iv) comportent des protocoles de sécurité pour protéger l'intégrité de toutes les communications et de tous les transferts de données, notamment grâce à l'utilisation de codes-barres 2D ;
 - p) qu'en délivrant des permis et des certificats, les Parties suivent la nomenclature normalisée adoptée par la Conférence des Parties [voir résolution Conf. 12.11 (Rev. CoP19)²] pour indiquer les noms des espèces ;

¹ Corrigée par le Secrétariat après la 19e session de la Conférence des Parties.

² Corrigée par le Secrétariat après la 19e session de la Conférence des Parties.

- z) aux Parties qui ne l'ont pas encore fait, de communiquer au Secrétariat les noms des personnes habilitées à signer les permis et certificats, ainsi que trois spécimens de leurs signatures ou, pour des permis et certificats électroniques, les noms des personnes habilitées à les authentifier ou les méthodes utilisées pour le faire, et que toutes les Parties lui communiquent, dans le délai d'un mois à compter de tout changement de ces informations, les noms des personnes venant s'ajouter à la liste de celles déjà habilitées à signer, les noms des personnes dont les signatures ne sont plus valables et les dates d'entrée en vigueur des changements ;
- aa) de mentionner sur le permis ou le certificat le numéro de la lettre de connaissance ou de la lettre de transport aérien lorsque le moyen de transport utilisé requiert l'utilisation d'un tel document ;
- ab) à chaque Partie d'informer les autres Parties, directement ou par l'intermédiaire du Secrétariat, des mesures internes plus strictes qu'elle a prises conformément à l'Article XIV, paragraphe 1 a), de la Convention, et que lorsqu'une Partie en est informée, elle ne délivre pas de permis et de certificats à l'encontre de ces mesures ;s;
- ac) que lorsqu'un permis ou un certificat a été annulé, perdu, volé ou détruit, l'organe de gestion l'ayant délivré en informe immédiatement l'organe de gestion du pays de destination, ainsi que le Secrétariat en ce qui concerne les envois commerciaux ; et
- ad) que lorsqu'un permis ou certificat est délivré pour remplacer un document annulé, perdu, volé ou détruit, ou arrivé à échéance, il porte le numéro du document remplacé et la raison du remplacement ;
- ae) que, lorsqu'un organe de gestion délivre un permis ou un certificat pour des produits manufacturés contenant des parties ou produits de deux espèces au moins inscrites aux annexes CITES, dans la mesure du possible, il
 - i) s'assure que chaque type de produit manufacturé commercialisé est couvert par un seul permis ou certificat ;
 - ii) joint une mention indiquant que le permis ou le certificat concerne des produits manufacturés qui comprennent plus d'une espèce inscrite aux annexes CITES ;
 - iii) énumère, sur le permis ou certificat, toutes les espèces inscrites aux annexes CITES dont des parties ou produits sont intégrés dans les produits manufacturés ;
 - iv) indique, pour chaque espèce nommée, le type de produit manufacturé et le type de spécimen CITES inclus dans le produit ; et
 - v) indique clairement le nombre total de produits manufacturés couverts par le permis ou certificat ;

II. Concernant les permis d'exportation et les certificats de réexportation

4. CONVIENT qu'un certificat de réexportation doit aussi mentionner :
 - a) le pays d'origine, le numéro du permis d'exportation du pays d'origine et la date de sa délivrance ; et
 - b) le pays de provenance, le numéro du certificat de réexportation de ce pays et sa date de délivrance ;
 ou, s'il y a lieu :
 - c) la justification de l'omission de ces données ;
5. RECOMMANDE :

- a) que les exportateurs soient encouragés à demander les permis peu de temps avant la date prévue pour l'exportation ;
 - b) que les organes de gestion requièrent des informations exactes sur le nombre ou la quantité de spécimens devant être exportés couverts par chaque permis et évitent autant que possible de délivrer des permis sur lesquels le nombre ou la quantité de spécimens ne correspond pas exactement à ce qui sera effectivement exporté ;
 - c) qu'en cas de demande de remplacement d'un permis inutilisé, le permis de remplacement ne soit délivré que si le permis original a été retourné à l'organe qui l'a délivré, à moins qu'il ait été déclaré perdu, auquel cas l'organe de gestion qui l'a délivré devrait avertir l'organe de gestion du pays de destination que le permis original a été annulé et remplacé ;
 - d) que, si un exportateur déclare avoir utilisé un permis pour exporter un nombre ou une quantité de spécimens inférieur à celui autorisé sur le permis d'exportation et demande un autre permis pour exporter le reste, avant de délivrer ce nouveau permis, l'organe de gestion obtienne la preuve du nombre ou de la quantité déjà exporté (copie du permis d'exportation validé ou confirmation par l'organe de gestion du pays de destination du nombre ou de la quantité de spécimens importés avec le permis original) ;
 - e) que les spécimens exportés et les spécimens réexportés ne figurent pas sur le même document, à moins d'indiquer clairement lesquels sont exportés et lesquels réexportés ;
 - f) que, lorsque des certificats de réexportation sont délivrés pour des spécimens dont la forme n'a pas changé depuis leur importation, l'unité de mesure utilisée soit la même que celle utilisée sur le permis ou le certificat accepté à l'importation ;
 - g) que les dispositions de l'Article III, paragraphe 3, de l'Article IV, paragraphe 4, de l'Article V, paragraphe 3, et de l'Article VI, paragraphe 2, soient comprises comme signifiant qu'un permis d'exportation ou un certificat de réexportation n'est valable que pour une période ne dépassant pas six mois à compter de la date de sa délivrance et qu'il ne peut pas être accepté pour autoriser l'exportation, la réexportation ou l'importation sauf durant sa période de validité ;
 - h) qu'à échéance de la période de validité de six mois, un permis d'exportation ou un certificat de réexportation soit considéré comme non valable et dépourvu de toute valeur légale sauf dans le cas mentionné dans la partie XI sur les essences produisant du bois ;
 - i) qu'aucun permis d'exportation ou certificat de réexportation ne soit délivré pour un spécimen dont on sait qu'il a été acquis illégalement, même s'il a été importé conformément à la législation nationale, à moins qu'il n'ait été confisqué auparavant ;
 - j) que les Parties n'autorisent l'importation d'aucun spécimen si elles ont des raisons de croire qu'il n'a pas été acquis légalement dans le pays d'origine ;
 - k) que les Parties vérifient l'origine des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I afin d'éviter de délivrer des permis d'exportation lorsque la transaction est effectuée à des fins principalement commerciales et que les spécimens ne proviennent pas d'un établissement d'élevage en captivité enregistré par la CITES ; et
 - l) que les inspections des documents et des envois soient conduites autant que possible au moment de l'exportation. Ce point devrait être considéré comme essentiel pour les envois d'animaux vivants ;
6. CONVIENT que dans le cas des spécimens végétaux qui cessent de remplir les conditions requises pour bénéficier de la dérogation aux dispositions de la CITES au titre de laquelle ils ont été exportés du pays d'origine, le pays d'origine est le premier pays dans lequel les spécimens cessent de remplir les conditions requises pour bénéficier de la dérogation ; et
7. CONVIENT en outre qu'en pareil cas, les Parties peuvent, s'il y a lieu, ajouter le texte suivant à la case 5 des permis : "Importé légalement au titre d'une dérogation aux dispositions de la CITES" et préciser à quelle dérogation ce texte se réfère ;

III. Concernant les permis d'importation

8. CONVIENT qu'un permis d'importation pour des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I peut attester, entre autres, que les spécimens ne seront pas utilisés à des fins principalement commerciales et, s'il s'agit de spécimens vivants, que le destinataire a les installations adéquates pour les conserver et les traiter avec soin ; et
9. RECOMMANDE :
 - a) que les dispositions de l'Article III, paragraphes 2 et 4, soient comprises comme signifiant qu'un permis d'importation est valable pour une période n'excédant pas 12 mois à compter de la date de sa délivrance et qu'il ne peut être accepté pour autoriser l'importation que durant sa période de validité ; et
 - b) qu'à échéance de la période de validité de 12 mois, un permis d'importation soit considéré comme non valable et dépourvu de toute valeur légale ;

IV. Concernant la délivrance de permis et certificats après le transfert d'une espèce d'une Annexe à une autre

10. DÉCIDE que dans le cas où une espèce est transférée d'une Annexe à une autre, les spécimens concernés sont soumis aux dispositions qui leur sont applicables au moment de leur exportation, réexportation, importation ou introduction en provenance de la mer ;
11. RECOMMANDE que, dans le cas d'une proposition d'inscription adoptée par la Conférence des Parties en vue du transfert d'une espèce à l'Annexe I, l'organe de gestion veille à ce que tout permis ou certificat de commerce de cette espèce ne soit valable que jusqu'à la date à laquelle la nouvelle inscription à l'Annexe I entre en vigueur et que cela soit indiqué dans la case 2 du permis ;

V. Concernant les certificats pré-Convention

12. CONVIENT qu'un certificat pré-Convention doit aussi mentionner :
 - a) que le spécimen couvert par le certificat est pré-Convention ; et
 - b) la date d'acquisition du spécimen telle que définie dans la résolution Conf. 13.6 (Rev. CoP18) adoptée par la Conférence des Parties à sa 13^e session (Bangkok, 2004) et révisée à ses 16^e et 18^e sessions (Bangkok, 2013 ; Genève, 2019) ;

VI. Concernant les certificats d'origine

13. RECOMMANDE :
 - a) que les certificats d'origine émis pour l'exportation de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe III ne le soient émis que par un organe de gestion désigné ou par l'autorité compétente si l'exportation est le fait d'un État non-Partie, et que les Parties n'acceptent aucun certificat d'origine, à moins qu'il ait été émis par un tel organe ou par cette autorité ;
 - b) que les dispositions de l'Article V, paragraphe 3, soient comprises comme signifiant qu'un certificat d'origine est valable pour une période n'excédant pas 12 mois à compter de la date de sa délivrance et qu'il ne peut être accepté pour autoriser l'exportation ou l'importation que durant sa période de validité ; et
 - c) qu'à échéance de la période de validité de 12 mois, un certificat d'origine soit considéré comme non valable et dépourvu de toute valeur légale ;

VII. Concernant les certificats pour exposition itinérante

14. RECOMMANDE :

- a) aux fins de la présente résolution, l'expression "exposition itinérante" comprend notamment, mais pas exclusivement, les zoos, cirques, ménageries, expositions de musées, orchestres, expositions de plantes et autres expositions itinérants ;
- b) que chaque Partie délivre un certificat pour les spécimens CITES appartenant à une exposition itinérante établie sur son territoire et enregistrée par l'organe de gestion, si elle souhaite transporter, uniquement à des fins d'exposition, des spécimens d'espèces CITES vers un autre pays, à condition que ces spécimens aient été acquis légalement et qu'ils retournent dans le pays où l'exposition est basée, et qu'ils aient été :
 - i) acquis avant le 1^{er} juillet 1975 ou avant la date d'inscription de l'espèce à une des annexes de la Convention ;
 - ii) élevés en captivité selon la définition donnée dans la résolution Conf. 10.16 (Rev. CoP19) ; ou
 - iii) reproduits artificiellement selon la définition donnée dans la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18) ;
- c) que les certificats pour exposition itinérante soient fondés sur le modèle inclus dans l'annexe 3 de la présente résolution. Ils devraient être imprimés dans au moins une des langues de travail de la Convention (français, anglais ou espagnol) et dans la langue nationale si ce n'est pas l'une d'elles ;
- d) que les certificats pour exposition itinérante comportent à la case 5, ou à une autre case si le formulaire type n'est pas utilisé, le texte suivant : "Les spécimens couverts par ce certificat ne peuvent pas être vendus ni transférés dans un autre pays que celui où l'exposition est basée et enregistrée. Ce certificat n'est pas transmissible. Si les spécimens meurent, sont volés, détruits, perdus, vendus ou transférés, ce certificat doit être renvoyé immédiatement par le propriétaire à l'organe de gestion qui l'a délivré" ;
- e) qu'un certificat pour exposition itinérante distinct soit délivré pour chaque animal vivant ;
- f) que, pour les spécimens d'exposition itinérante autres que les animaux vivants, l'organe de gestion joigne une fiche d'inventaire contenant toutes les informations figurant aux cases 9 à 16 du formulaire type pour chaque spécimen ;
- g) que les certificats pour exposition itinérante soient valables trois ans au plus à partir de la date à laquelle ils ont été délivrés pour permettre des importations, exportations et réexportations multiples de chacun des spécimens qu'ils couvrent ;
- h) que les Parties considèrent le certificat pour exposition itinérante comme preuve que les spécimens en question ont été enregistrés auprès de l'organe de gestion ayant délivré le certificat et autorisent le passage de ces spécimens à leurs frontières ;
- i) qu'à chaque passage en frontière, les Parties fassent approuver les certificats pour exposition itinérante au moyen du timbre et de la signature autorisés du fonctionnaire chargé de l'inspection et laissent les certificats avec les spécimens ;
- j) que les Parties contrôlent attentivement les expositions, à l'exportation, à la réexportation et à l'importation, et veillent en particulier à ce que les spécimens vivants soient transportés et traités de façon à éviter les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux ;
- k) que les Parties requièrent que les spécimens soient marqués ou identifiés de sorte que les autorités de la Partie sur le territoire de laquelle entre une exposition puissent vérifier que le certificat pour exposition itinérante correspond au spécimen importé ;
- l) que si, lors d'un séjour dans un pays, un animal propriété d'une exposition met bas, l'organe de gestion de ce pays en soit dûment informé et délivre le permis ou le certificat CITES approprié ;

- m) que si, lors d'un séjour dans un pays, un certificat pour exposition itinérante couvrant un spécimen est perdu, volé ou accidentellement détruit, seul l'organe de gestion l'ayant délivré puisse délivrer un duplicata. Ce duplicata de certificat sur papier portera le même numéro, si possible, et la même date de validité que le document original, et contiendra la déclaration suivante : "Le présent certificat est une copie authentique de l'original" ; et
- n) que les Parties incluent dans leur rapport annuel la liste de tous les certificats pour exposition itinérante délivrés l'année pour laquelle le rapport est soumis ;

VIII. Concernant les certificats phytosanitaires

15. RECOMMANDE :

- a) qu'une Partie, ayant examiné la procédure d'octroi de ses certificats phytosanitaires pour l'exportation des spécimens reproduits artificiellement des espèces inscrites à l'Annexe II et ayant établi que cette procédure apporte la garantie voulue que les spécimens sont reproduits artificiellement [selon la définition de la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18)], puisse considérer ces documents comme des certificats établis conformément à l'Article VII, paragraphe 5. Ces certificats doivent comporter le nom scientifique de l'espèce, le type et la quantité des spécimens et porter un timbre, un sceau ou une autre indication spécifique déclarant que les spécimens sont reproduits artificiellement selon les définitions de la Convention ;
 - b) à toute Partie utilisant des certificats phytosanitaires comme certificats de reproduction artificielle d'en informer le Secrétariat et de lui fournir des spécimens des certificats, timbres, sceaux, etc. utilisés ; et
 - c) que les certificats phytosanitaires soient utilisés exclusivement aux fins d'exportation du pays où a eu lieu la reproduction artificielle des spécimens concernés ; et
16. CHARGE le Secrétariat, lorsqu'une Partie confirme qu'elle délivre des certificats phytosanitaires pour l'exportation de plantes reproduites artificiellement d'espèces inscrites à l'Annexe II, d'en notifier les Parties ;

IX. Concernant les permis et les certificats couvrant des espèces contingentées

17. RECOMMANDE :

- a) que, lorsqu'une Partie fixe volontairement des quotas d'exportation nationaux pour des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I, à des fins non commerciales, et/ou aux Annexes II et III, elle communique ces quotas au Secrétariat avant de délivrer des permis d'exportation et lui indique les changements apportés à ces quotas dès qu'ils ont lieu ;
- b) que chaque permis d'exportation délivré pour des spécimens d'une espèce faisant l'objet d'un quota d'exportation annuel, qu'il ait été établi au plan national ou par la Conférence des Parties, mentionne le quota total établi pour l'année et comporte une attestation indiquant que le quota est respecté. À cette fin, les Parties devraient spécifier le nombre ou la quantité total de spécimens déjà exportés durant l'année en cours (en y incluant ceux couverts par le permis en question) et le quota d'exportation pour l'espèce et les spécimens faisant l'objet du quota ; et
- c) que les Parties envoient au Secrétariat les copies, électroniques et sur papier, des permis délivrés pour les espèces contingentées si la Conférence des Parties, le Comité permanent ou le Secrétariat le demande ;

X. Concernant les permis et les certificats couvrant des espèces de crocodiliens

18. RECOMMANDE :

- a) que, quand le commerce de peaux de crocodiliens étiquetées est autorisé, les informations figurant sur les étiquettes soient transcrites sur le permis ou le certificat ;

- b) que, dans le cas d'espèces de crocodiliens soumises à des quotas approuvés par la Conférence des Parties, aucun permis ou certificat pour les peaux ne soit délivré avant que les peaux aient été étiquetées conformément aux dispositions de l'organe de gestion délivrant le document, et avant que leur taille soit enregistrée ;
- c) qu'en cas de non-concordance des informations figurant sur le permis ou le certificat couvrant des peaux de crocodiliens, l'organe de gestion de la Partie d'importation prenne immédiatement contact avec son homologue de la Partie d'exportation / réexportation, afin de vérifier s'il s'agit réellement d'une erreur due au nombre d'informations demandées au titre de la présente résolution et de la résolution Conf. 11.12 (Rev. CoP15), et que, dans ce cas, tout soit fait pour ne pas sanctionner les personnes participant à la transaction ;
- d) que, pour les petits articles en cuir de crocodiliens, les Parties envisagent des mesures pour alléger le travail administratif généré par ce commerce en adoptant une procédure simplifiée pour délivrer les permis et les certificats, comme prévu dans la partie XIII de la présente résolution ; et
- e) que, pour les petits articles en cuir de crocodiliens, les Parties qui requièrent un permis d'importation en tant que mesure interne plus stricte, examinent cette obligation afin de déterminer si elle est efficace pour que soit atteint l'objectif de la Convention de garantir que le commerce des spécimens de la faune et de la flore sauvages ne nuit pas à la survie des espèces auxquels ils appartiennent ;

XI. Concernant les permis et les certificats couvrant les spécimens de coraux

19. RECOMMANDE :

- a) que sur les permis et certificats délivrés pour autoriser le commerce de spécimens de coraux durs dont le genre figure sur la liste CITES la plus récente des *taxons de coraux dont l'identification au niveau du genre est acceptable*³, lorsque l'espèce ne peut pas être facilement reconnue, les spécimens puissent être enregistrés au niveau du genre. Cette liste est tenue à jour par le Secrétariat et elle peut être amendée avec l'accord du Comité pour les animaux ;
- b) que sur les permis et certificats délivrés pour le commerce des spécimens facilement identifiables en tant que roche de corail [telle que définie dans la résolution Conf. 11.10 (Rev. CoP15), annexe], lorsque le genre ne peut pas être facilement déterminé, le nom scientifique correspondant à ces spécimens soit "Scleractinia" ;
- c) que, compte tenu de l'impossibilité de formuler, pour la roche de corail, l'avis de commerce non préjudiciable requis par l'Article IV, paragraphe 2 a), les Parties souhaitant autoriser l'exportation de roche de corail identifiée seulement au niveau de l'ordre appliquent les dispositions de l'Article IV, paragraphe 3 ;
- d) que les Parties qui autorisent l'exportation de roche de corail :
 - i) établissent un quota d'exportation annuel et le communiquent au Secrétariat qui en informera les Parties ; et
 - ii) fassent, par l'intermédiaire de leur autorité scientifique, une évaluation (que le Secrétariat pourra obtenir sur demande) fondée sur un programme de suivi, indiquant que cette exportation n'aura aucune incidence sur le rôle de la roche de corail dans les écosystèmes touchés par l'extraction de ces spécimens ;
- e) que sur les permis et les certificats délivrés pour le commerce des spécimens travaillés de corail noir, lorsque l'espèce ne peut pas être facilement déterminée, les spécimens soient enregistrés au niveau du genre, et lorsque le genre ne peut pas être facilement déterminé, le nom scientifique correspondant à ces spécimens soit "Antipatharia" ; et

³ La liste la plus récente a été communiquée dans la notification aux Parties n°2012/047 au moment de l'entrée en vigueur de la présente résolution (le 23 juin 2013). Cette notification a été remplacée plus tard par la notification aux Parties no. 2013/035.

- f) que le corail noir brut et le corail noir vivant continuent d'être identifiés dans le commerce au niveau de l'espèce ;

XII. Concernant les permis et les certificats pour les essences produisant du bois inscrites aux Annexes II et III avec l'annotation "Grumes, bois sciés et placages"

20. RECOMMANDE que la validité du permis d'exportation ou du certificat de réexportation puisse être prolongée au-delà du maximum normal de six mois après la date de délivrance, à condition :

- a) que le chargement soit arrivé au port de destination finale avant la date d'expiration figurant sur le permis ou le certificat, et qu'il soit maintenu sous douane (c'est-à-dire qu'il ne soit pas considéré comme importé) ;
- b) que la prolongation n'excède pas six mois à compter de la date d'expiration du permis ou du certificat et qu'aucune prolongation antérieure n'ait été accordée ;
- c) qu'un agent compétent ait inscrit la date d'arrivée et la nouvelle date d'expiration sur le permis d'exportation ou le certificat de réexportation, à la case "Conditions spéciales" ou à un emplacement équivalent, en les certifiant par un timbre ou un cachet officiel et sa signature ou leurs équivalents électroniques ;
- d) que le chargement soit importé, pour mise à la consommation, du port où il se trouvait lorsque la prolongation a été accordée et avant la nouvelle date d'expiration ; et
- e) qu'une copie du permis d'exportation ou du certificat de réexportation amendé conformément à l'alinéa c) ci-dessus soit envoyée au pays d'exportation ou de réexportation pour qu'il puisse amender son rapport annuel, ainsi qu'au Secrétariat CITES ; et

21. RECOMMANDE en outre que tout permis ou certificat mentionnant les noms et adresses complets du (ré)exportateur et de l'importateur, conformément à l'annexe 1, paragraphe d), de la présente résolution, ne soit pas accepté à l'importation dans un pays autre que celui à destination duquel il a été délivré, sauf si les conditions suivantes sont remplies :

- a) la quantité effective de spécimens exportés ou réexportés est inscrite à la case prévue à cet effet sur le permis ou le certificat et certifiée par le timbre ou le cachet et la signature de l'autorité qui a procédé à l'inspection au moment de l'exportation ou de la réexportation ;
- b) la quantité exacte dont il est question à l'alinéa a) ci-dessus est importée ;
- c) le numéro de la lettre de connaissance du chargement est indiqué sur le permis ou le certificat ;
- d) la lettre de connaissance du chargement est présentée à l'organe de gestion avec l'original du permis ou du certificat au moment de l'importation ;
- e) l'importation a lieu dans les six mois suivant la délivrance du permis d'exportation ou du certificat de réexportation ou dans les 12 mois suivant l'émission d'un certificat d'origine ;
- f) la durée de validité du permis ou du certificat n'a pas déjà été prolongée ;
- g) l'organe de gestion du pays d'importation a inscrit sur le permis ou le certificat, à la case "Conditions spéciales" ou à un emplacement équivalent, la mention suivante, certifiée au moyen de son timbre ou de son cachet et de sa signature :

"importation en [nom du pays] autorisée conformément à la résolution Conf. 12.3 (Rev. CoP19⁴) (partie XII) le [date]" ; et

⁴ Corrigé par le Secrétariat à la suite de la 19e session de la Conférence des Parties.

- h) une copie du permis ou du certificat amendé conformément à l'alinéa g) ci-dessus est envoyée au pays d'exportation ou de réexportation pour qu'il puisse modifier son rapport annuel, ainsi qu'au Secrétariat CITES ;

XIII. Concernant le recours à une procédure simplifiée pour délivrer les permis et les certificats

22. RECOMMANDE :

- a) que les Parties suivent une procédure simplifiée pour délivrer les permis et les certificats afin de faciliter et d'accélérer le commerce qui n'aurait pas d'effets ou qui aurait des effets négligeables sur la conservation de l'espèce en question, par exemple :
- i) lorsque des échantillons biologiques des types et tailles précisés à l'annexe 4 à la présente résolution sont requis de toute urgence :
 - A. dans l'intérêt d'un animal ;
 - B. dans l'intérêt de l'espèce concernée ou d'autres espèces inscrites aux annexes ;
 - C. à des fins judiciaires ou de respect de la loi ;
 - D. pour la lutte contre des maladies transmissibles entre espèces inscrites aux annexes ; ou
 - E. à des fins de diagnostic ou d'identification ;
 - ii) pour délivrer des certificats à des spécimens pré-Convention, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article VII ;
 - iii) pour délivrer des certificats pour des spécimens élevés en captivité ou reproduits artificiellement en application du paragraphe 5 de l'Article VII ou pour délivrer des permis d'exportation ou des certificats de réexportation conformément aux dispositions de l'Article IV pour les spécimens mentionnés au paragraphe 4 de l'Article VII ; et
 - iv) dans tout autre cas où un organe de gestion estime qu'une procédure simplifiée est justifiée ;
- b) que les Parties, afin de simplifier la procédure de délivrance des permis et des certificats, dans les circonstances susmentionnées :
- i) tiennent des enregistrements des personnes et organes bénéficiant de la procédure simplifiée ainsi que des espèces faisant l'objet de commerce en vertu de cette procédure ;
 - ii) fournissent aux personnes et organes dont on a déterminé qu'ils sont de bonne foi des permis et des certificats partiellement remplis, valables pour une période allant jusqu'à six mois pour les permis d'exportation et les certificats de réexportation, 12 mois pour les permis d'importation et trois ans pour les certificats sur les spécimens pré-Convention ou ceux élevés en captivité ou reproduits artificiellement ; et
 - iii) autorisent les détenteurs de permis partiellement remplis à ajouter des informations spécifiques au recto des documents CITES lorsque l'organe de gestion a indiqué dans la case 5 ou dans un emplacement équivalent les éléments suivants :
 - A. une liste des cases que ces personnes ou organes sont autorisés à remplir pour chaque envoi ; si cette liste inclut des noms scientifiques, l'organe de gestion doit avoir inclus l'inventaire des espèces approuvées (y compris jusqu'au niveau de la famille) au dos du permis ou du certificat ou à une annexe jointe et fournir des détails sur le processus d'approbation requis pour élargir l'inventaire des espèces approuvées afin d'englober les espèces qui n'étaient pas précédemment incluses en cas de problème sanitaire d'urgence ;

- B. toutes conditions spéciales ; et
 - C. un endroit où la personne ayant rempli le document inscrit son nom complet et appose sa signature ou, au cas où l'on utilise une procédure de délivrance informatisée des permis, son équivalent électronique convenu ;
- c) que, concernant le commerce des échantillons biologiques des types et tailles spécifiés à l'annexe 4 de la présente résolution, dont le but figure parmi ceux spécifiés au paragraphe a) ci-dessus, les permis et certificats approuvés au moment où les documents étaient délivrés plutôt qu'au moment où l'envoi était exporté ou réexporté soient acceptés – à condition que le conteneur porte une étiquette, telle qu'une étiquette des douanes, indiquant "Échantillons biologiques CITES" avec le numéro du document CITES ; et
 - d) que, lorsqu'ils examinent des demandes d'échange de spécimens biologiques dont le type et la taille, et l'utilisation, sont précisés dans l'annexe 4 de la présente résolution et que l'espèce est inconnue, les organes de gestion délivrent des permis au niveau du genre ou de la famille ;
 - e) que, pour traiter les demandes d'exportation d'échantillons biologiques dont les types, tailles et utilisations figurent à l'annexe 4 de la présente résolution, les autorités scientifiques formulent des avis spécifiques d'exportation non préjudiciable couvrant des envois multiples de tels échantillons, en tenant compte des effets de la collecte des spécimens d'espèces inscrites aux Annexes I et II pour déterminer si l'exportation ou l'importation de ces échantillons pourraient nuire à la survie des espèces en question ;
 - f) que, lorsqu'ils examinent des demandes d'échange d'échantillons biologiques dont le type et la taille, et l'utilisation, sont précisés dans l'annexe 4 de la présente résolution, les organes de gestion qui ont introduit des procédures de délivrance de permis plus strictes pour les espèces inscrites aux annexes CITES, sont encouragés à renoncer à ces mesures ou à les adapter pour garantir l'application de procédures normalisées pour la délivrance de documents CITES ; et
 - g) que, dans la mesure du possible, les Parties accélèrent l'examen des demandes d'échange d'échantillons biologiques dont le type et la taille, et l'utilisation, sont précisés dans l'annexe 4 ;

XIV. Concernant la délivrance rétroactive de permis et de certificats

23. RECOMMANDE :

- a) qu'un organe de gestion d'un pays d'exportation ou de réexportation :
 - i) ne délivre pas de permis et de certificats CITES rétroactivement ;
 - ii) ne remette pas aux exportateurs, réexportateurs et/ou destinataires dans les pays d'importation des déclarations relatives à la légalité d'exportations ou de réexportations de spécimens sortis de son pays sans les documents CITES exigés ; et
 - iii) ne remette pas aux exportateurs, réexportateurs et/ou destinataires dans les pays d'importation des déclarations relatives à la légalité des permis et des certificats qui, au moment de l'exportation, de la réexportation ou de l'importation, n'étaient pas conformes aux dispositions de la Convention ;
- b) qu'un organe de gestion d'un pays d'importation, ou d'un pays de transit ou de transbordement, n'accepte pas les permis et les certificats délivrés rétroactivement ;
- c) qu'il ne soit pas dérogé aux recommandations a) et b) ci-dessus pour des spécimens des espèces inscrites à l'Annexe I et qu'il n'y soit dérogé lorsqu'il s'agit de spécimens des espèces inscrites aux Annexes II et III que si les organes de gestion des deux pays, celui d'exportation (ou de réexportation) et celui d'importation, ont la preuve, après enquête diligente et approfondie menée en étroite collaboration entre les deux pays :
 - i) que les irrégularités constatées ne peuvent être attribuées à l'exportateur (ou au réexportateur) ou à l'importateur ou que, dans le cas de spécimens importés ou

(ré)exportés en tant qu'objets personnels ou à usage domestique (ce qui, aux fins de la présente résolution, inclut les animaux de compagnie vivants voyageant avec leur propriétaire), l'organe de gestion, en consultation avec l'autorité chargée des contrôles, a la preuve qu'une erreur involontaire a été commise et qu'il n'y a pas eu intention de tromper ; et

- ii) que l'exportation (ou la réexportation) et l'importation des spécimens en question sont par ailleurs conformes à la Convention et à la législation correspondante des pays d'exportation (ou de réexportation) et d'importation ;
- d) que pour chaque dérogation :
 - i) le permis ou le certificat indique clairement qu'il a été délivré rétroactivement ; et
 - ii) les raisons de cette mesure, qui devraient être compatibles avec le paragraphe c) ci-dessus, soient mentionnées dans les conditions du permis ou du certificat et une copie soit envoyée au Secrétariat, et la liste de celles-ci figure également dans leur rapport sur l'application au Secrétariat;
- e) qu'en cas de délivrance de permis rétroactifs pour des objets personnels ou à usage domestique comme indiqué ci-dessus au paragraphe c) i), les Parties prévoient d'imposer, s'il y a lieu, des sanctions et des restrictions aux ventes ultérieures ayant lieu dans les six mois, afin de se prémunir contre tout abus de la possibilité d'accorder des dérogations à l'interdiction générale de délivrance rétroactive de permis ; et
- f) le pouvoir d'appréciation susmentionné quant à la délivrance rétroactive des permis et certificats ne s'exerce pas à l'endroit des récidivistes ;

XV. Concernant l'acceptation et l'approbation des documents et les mesures de sécurité

24. RECOMMANDE :

- a) que les Parties refusent les permis et certificats s'ils présentent une altération (gommage, rature, grattage, etc.), une modification ou une rature, sauf si l'altération, la modification ou la rature est authentifiée par le cachet et la signature, ou son équivalent électronique, de l'autorité délivrant le document ;
- b) que, quelles que soient les irrégularités suspectées, les Parties échangent les permis ou certificats délivrés et/ou acceptés afin d'en vérifier l'authenticité ;
- c) que, lorsqu'un timbre de sécurité est apposé sur un permis ou certificat, les Parties refusent le document si le timbre de sécurité n'est pas oblitéré par une signature et un sceau ou un cachet ;
- d) que les Parties refusent tout permis ou certificat non valable, y compris les documents authentiques qui ne contiennent pas toutes les informations requises, spécifiées dans la présente résolution, ou qui contiennent des informations qui font douter de la validité du permis ou du certificat ;
- e) que les Parties refusent les permis et certificats n'indiquant pas le nom scientifique de l'espèce concernée (y compris, s'il y a lieu, de la sous-espèce) sauf si :
 - i) la Conférence des Parties a admis que l'usage des taxons supérieurs est acceptable ;
 - ii) la Partie délivrant le document peut prouver que cette omission est justifiée et a fourni un justificatif au Secrétariat ;
 - iii) pour certains produits manufacturés contenant des spécimens pré-Convention, ceux-ci ne peuvent pas être identifiés au niveau de l'espèce ;

- iv) les peaux travaillées ou des morceaux de telles peaux d'espèces du genre *Tupinambis*, importés avant le 1^{er} août 2000 sont réexportés, auquel cas l'indication *Tupinambis* spp. est suffisante ; ou
 - v) le permis ou certificat porte sur un échantillon biologique dont le type et la taille, et l'utilisation, sont précisés dans l'annexe 4 de la présente résolution lorsque l'espèce est inconnue, auquel cas il suffit d'utiliser le nom scientifique du genre ou de la famille ;
 - f) que les permis d'exportation et les certificats de réexportation soient approuvés, avec indication de la quantité, signature et timbre, par un fonctionnaire chargé de l'inspection, comme un douanier, dans la partie du document réservée à l'approbation de l'exportation. Si le permis d'exportation n'a pas été approuvé au moment de l'exportation, l'organe de gestion du pays d'importation devrait, en liaison avec l'organe de gestion du pays d'exportation, voir s'il y a des circonstances atténuantes ou des documents ayant le même effet, afin de déterminer si le document peut être accepté ou non ;
 - g) que, lorsqu'une Partie refuse un permis ou un certificat, elle conserve l'original ou une copie électronique ou, si sa législation nationale s'y oppose, elle procède à son annulation indélébile, de préférence par perforation, particulièrement en ce qui concerne le timbre de sécurité, ou enregistre le document électronique comme annulé ;
 - h) que, lorsqu'une Partie refuse un permis ou un certificat délivré pour une exportation ou une réexportation, il en informe immédiatement le pays d'exportation ou de réexportation ;
 - i) que, lorsqu'une Partie est informée qu'un permis ou un certificat qu'elle a délivré a été refusé, elle prenne des mesures pour s'assurer que les spécimens en question n'entrent pas dans le commerce illicite ;
 - j) que, lorsque l'original d'un permis ou d'un certificat sur papier n'est pas utilisé par son titulaire pour effectuer le commerce autorisé, les Parties s'assurent que cet original est retourné par le titulaire à l'organe de gestion l'ayant délivré, afin d'éviter l'utilisation illicite du document, et, dans le cas d'un permis ou d'un certificat électronique, qu'une notification soit envoyée à l'organe de gestion l'ayant délivré et que le permis électronique soit enregistré comme inutilisé ;
 - k) que les Parties contrôlent soigneusement les courriels et télécopies reçus pour confirmer la validité des permis et s'assurent que les informations qui figurent sur les télex et télécopies, notamment les numéros, correspondent à celles se trouvant dans le répertoire CITES ;
 - l) lorsqu'une Partie d'exportation ou de réexportation reçoit, de la part d'une Partie d'importation, une demande de vérification de l'authenticité et de la validité d'un permis ou d'un certificat CITES, elle fait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à cette demande dans un délai de 15 jours après réception de la demande ; et
 - m) si une Partie d'exportation ou de réexportation n'est pas en mesure de vérifier la validité d'un permis ou d'un certificat CITES dans un délai de 15 jours après réception de la demande faite par une Partie d'importation, elle devrait donner une réponse préliminaire dans un délai de 15 jours après réception de la demande puis une réponse finale dès que possible après cette date. La vérification ne devrait pas excéder 30 jours ;
25. RECOMMANDE en outre aux organes de gestion de n'autoriser l'importation de tissus en laine de vigogne que si l'envers du tissu porte le logotype adopté par les États de l'aire de répartition de l'espèce, qui sont signataires de la *Convenio para la Conservación y Manejo de la Vicuña*, et si la lisière porte la marque VICUÑA – PAYS D'ORIGINE, ou s'il s'agit de tissus contenant de la laine de vigogne pré-Convention ; et
26. PRIE les Parties de s'informer auprès du Secrétariat :
- a) en cas de doute sérieux au sujet de la validité de permis accompagnant des envois suspects ; et
 - b) avant d'accepter toute importation de spécimens vivants d'espèces inscrites à l'Annexe I déclarés élevés en captivité ou reproduits artificiellement ; et

XVI. Concernant les documents pour les collections d'échantillons couvertes par les carnets ATA

27. RECOMMANDE :

- a) qu'aux fins de la procédure décrite ci-dessous, l'expression "collection d'échantillons" couvre les collections de spécimens morts et de parties et produits acquis légalement d'espèces de l'Annexe II et de l'Annexe III, et ceux des animaux élevés en captivité ou des plantes reproduites artificiellement d'espèces de l'Annexe I qui sont traités comme des spécimens couverts par l'Annexe II, qui n'ont pas le droit d'être vendus ou transférés, et qui passent les frontières pour être montrés avant de retourner dans le pays qui, le premier, a autorisé ce déplacement ; et
- b) que ces collections d'échantillons soient considérées comme "en transit" et bénéficient des dispositions spéciales stipulées à l'Article VII, paragraphe 1, comme indiqué dans la résolution Conf. 9.7 (Rev. CoP15), aux conditions suivantes :
 - i) la collection d'échantillons est couverte par un carnet ATA et est accompagnée par un permis CITES standard sur lequel il est indiqué que le document est un "permis d'exportation" ou un "certificat de réexportation", comme approprié, et/ou "autre" et, de plus, il est spécifié que le document est délivré pour une "collection d'échantillons" ;
 - ii) il est spécifié à la case 5 ou à une place équivalente, que "ce document couvre une collection d'échantillons et n'est valable que s'il est accompagné par un carnet ATA valable. Les spécimens couverts par ce certificat n'ont pas le droit d'être vendus ou transférés tant qu'ils se trouvent hors du territoire de l'État qui a délivré ce document." Le numéro du carnet ATA devrait être noté sur le document l'accompagnant ; s'il ne l'est pas, il peut être noté sur ce document par les douanes ou un autre cadre CITES chargé de l'approbation du document CITES ;
 - iii) le nom et l'adresse (avec indication du pays) de l'importateur et de l'exportateur ou du réexportateur doivent être les mêmes ; les noms des pays visités sont indiqués à la case 5 ou à une place équivalente ;
 - iv) la date d'expiration de ce document ne doit pas être postérieure à celle du carnet ATA l'accompagnant et sa durée de validité ne dépasse pas six mois à compter de la date à laquelle il a été délivré ;
 - v) à chaque passage en frontière, la Partie vérifie la présence du permis ou du certificat CITES mais le laisse avec la collection et veille à ce que le carnet ATA soit correctement approuvé par les douanes par un timbre et une signature autorisés ; et
 - vi) les Parties vérifient soigneusement le permis ou le certificat CITES et la collection d'échantillons au moment de la première exportation ou réexportation et à son retour afin de s'assurer qu'elle n'a subi aucun changement ;

28. CONVIENT :

- a) que le permis ou le certificat CITES n'est pas transférable et que s'il est perdu, volé, ou détruit accidentellement lors du séjour dans un pays, seul l'organe de gestion qui l'a délivré peut en faire un duplicata. Ce duplicata portera si possible le même numéro et la même date de validité que l'original, et contiendra la déclaration suivante : "Ce document est une copie authentique de l'original" ou remplace l'original portant le numéro xx ;
- b) que si les spécimens de la collection sont perdus, volés, ou détruits, l'organe de gestion qui a délivré ce document en est immédiatement informé, de même que l'organe de gestion du pays où cela s'est produit ; et
- c) que les Parties qui ne reconnaissent pas ou n'utilisent pas le carnet ATA suivent la procédure CITES habituelle pour l'exportation, la réexportation et l'importation des collections d'échantillons ;

XVII. Concernant les permis et certificats délivrés par décision de justice

29. RECOMMANDE que :

- a) les Parties d'exportation ne devraient pas exporter des spécimens d'espèces inscrites aux annexes de la CITES sans avoir obtenu la preuve de l'origine légale des spécimens et, pour les espèces inscrites aux Annexes I ou II, la preuve d'un avis de commerce non-préjudiciable ;
- b) lorsqu'elles ont reçu des informations crédibles selon lesquelles les permis d'exportation ont été délivrés par décision de justice sans les avis requis par la CITES, les pays d'importation devraient rejeter les envois. La Partie d'importation devrait demander à la Partie d'exportation confirmation de l'existence d'un avis de commerce non-préjudiciable délivré par l'autorité scientifique et un avis d'acquisition légale délivré par l'organe de gestion ; et
- c) lorsqu'il a reçu des informations crédibles selon lesquelles des spécimens sont accompagnés de permis obtenus par décision de justice, le Secrétariat devrait prendre contact avec les Parties d'importation et d'exportation concernées et les informer des dispositions de la Convention ; et

30. ABROGE les résolutions suivantes :

- a) résolution Conf. 8.16 (Kyoto, 1992) – *Expositions itinérantes d'animaux vivants* ;
- b) résolution Conf. 10.2 (Rev.) (Harare, 1997, telle qu'amendée à Gigiri, 2000) – *Permis et certificats* ; et
- b) résolution Conf. 11.6 (Rev. CoP13) (Gigiri, 2000, telle qu'amendée à Bangkok, 2004) – *Commerce de tissus en laine de vigogne*.

Annexe 1

Informations devant figurer sur les permis et les certificats CITES


- a) Le titre et le logotype de la Convention
- b) Le nom et l'adresse complets de l'organe de gestion l'ayant délivré
- c) Un numéro de contrôle unique
- d) Les noms et adresses complets de l'exportateur et de l'importateur
- e) Le nom scientifique de l'espèce à laquelle appartiennent les spécimens (ou de la sous-espèce lorsque cette mention est nécessaire pour déterminer l'annexe à laquelle est inscrit le taxon en question), selon la nomenclature normalisée adoptée
- f) La description des spécimens, dans une des trois langues de travail de la Convention, selon la nomenclature diffusée par le Secrétariat
- g) Les numéros des marques figurant sur les spécimens lorsqu'ils sont munis d'une telle marque ou lorsqu'une résolution de la Conférence des Parties prescrit un tel marquage (spécimens issus de l'élevage en ranch, soumis à des quotas approuvés par la Conférence des Parties, provenant d'établissements élevant en captivité à des fins commerciales des espèces animales inscrites à l'Annexe I, etc.) ou dans le cas de marquage à l'aide d'une micropuce électronique (transpondeur), les codes de la puce électronique, le nom du fabricant du transpondeur et, si possible, l'endroit où la puce électronique a été placée sur le spécimen
- h) L'annexe à laquelle est inscrite l'espèce, la sous-espèce ou la population. Note : Ceci ne change pas même si l'on estime que le spécimen en question devrait être inscrit dans une autre annexe. Par exemple, bien que les spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I élevées en captivité à des fins commerciales sont censés être des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II, les espèces restent inscrites à l'Annexe I, ce qui devrait être indiqué sur les permis ou les certificats.
- i) La source des spécimens
- j) La quantité de spécimens et, s'il y a lieu, l'unité de mesure utilisée
- k) La date d'émission et la date limite de validité
- l) The name of the signatory and his/her handwritten signature for paper permits and certificates or its electronic equivalent for electronic permits and certificates, conformément aux *Orientations sur les signatures électroniques CITES* ;
- m) Le cachet sec ou le sceau humide de l'organe de gestion ou son équivalent électronique
- n) La mention que le permis concernant des spécimens vivants n'est valable que si les conditions de transport satisfont à la *Règlementation IATA du transport des animaux vivants* (pour les animaux), aux *Perishable Cargo Regulations de l'IATA* (pour les plantes) ou, dans le cas d'un transport non aérien, aux *Lignes directrices CITES applicables au transport autre qu'aérien des plantes et des animaux vivants*
- o) Le numéro d'enregistrement de l'établissement, attribué par le Secrétariat, lorsque le permis concerne des spécimens d'une espèce inscrite à l'Annexe I provenant d'un établissement pratiquant l'élevage en captivité ou la reproduction artificielle à des fins commerciales (Article VII, paragraphe 4), et le nom de l'établissement lorsqu'il n'est pas l'exportateur
- p) La quantité réelle de spécimens exportés, certifiée par le sceau ou le cachet et la signature de l'autorité ayant effectué l'inspection au moment de l'exportation

À n'inclure que sur les certificats d'origine

- q) Une déclaration indiquant que les spécimens proviennent du pays ayant délivré le certificat.

Annexe 2

Modèle de permis/certificat standard

 CONVENTION SUR LE COMMERCÉ INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION		PERMIS/CERTIFICAT N° <input type="checkbox"/> EXPORTATION <input type="checkbox"/> REEXPORTATION <input type="checkbox"/> IMPORTATION <input type="checkbox"/> AUTRE :			Original
					2. Valable jusqu'au
3. Importateur (nom et adresse)		4. Exportateur/réexportateur (nom et adresse, pays)			
3a. Pays d'importation		_____ Signature du requérant			
5. Conditions particulières		6. Nom, adresse, sceau/cachet national et pays de l'organe de gestion			
<i>Dans le cas d'animaux vivants, ce permis ou certificat n'est valable que si les conditions de transport satisfont à la Réglementation IATA du transport des animaux vivants ; dans le cas de plantes vivantes, aux Perishable Cargo Regulations de l'IATA ou, dans le cas d'un transport non aérien, aux Lignes directrices CITES applicables au transport autre qu'aérien des plantes et des animaux vivants.</i>					
5a. But de la transaction (voir au dos)	5b. Timbre de sécurité n°				
7./8. Nom scientifique (genre et espèce) et nom commun de l'animal ou de la plante	9. Description des spécimens, marques ou n° d'identification (âge/sexes si vivant)	10. Annexe et source (voir au dos)	11. Quantité (et unité)	11a. Total exporté/Quota	
A		B		C	
7./8.	9.	10.	11.	11a.	
12. Pays d'origine *	Permis n°	Date	12a. Pays de provenance	Certificat n°	Date
12b. N° de l'établissement ** ou date de l'acquisition ***					
B		C		D	
7./8.	9.	10.	11.	11a.	
12. Pays d'origine *	Permis n°	Date	12a. Pays de provenance	Certificat n°	Date
12b. N° de l'établissement ** ou date de l'acquisition ***					
C		D		E	
7./8.	9.	10.	11.	11a.	
12. Pays d'origine *	Permis n°	Date	12a. Pays de provenance	Certificat n°	Date
12b. N° de l'établissement ** ou date de l'acquisition ***					
* Pays dans lequel les spécimens ont été prélevés dans la nature, sont nés et ont été élevés en captivité ou reproduits artificiellement (seulement en cas de réexportation) ** Uniquement pour les spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I nés et élevés en captivité ou reproduits artificiellement à des fins commerciales *** Pour les spécimens pré-Convention					
13. Ce permis/certificat est délivré par :					
_____		_____		_____	
Lieu		Date		Timbre de sécurité, signature et cachet officiel	
14. Approbation de l'exportation :		15. Connaissance/lettre de transport aérien n° :			
Bloc	Quantité				
A					
B					
C					
D					
		Port d'exportation	Date	Signature	Timbre officiel et qualité

PERMIS/CERTIFICAT CITES N°


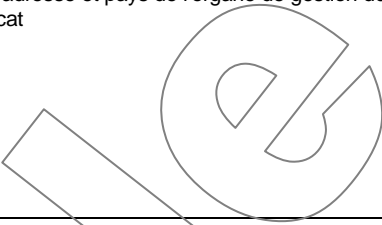
Instructions et explications (Correspondant aux numéros des rubriques du formulaire)

1. Cocher la case qui correspond au type de document émis (permis d'exportation, certificat de réexportation, permis d'importation ou autre). Si la case "autre" est cochée, indiquer le type de document. Le numéro original est un numéro unique attribué à chaque document par l'organe de gestion compétent.
2. Pour les permis d'exportation et les certificats de réexportation, l'intervalle entre la date d'échéance et la date de délivrance ne doit pas dépasser six mois (un an pour les permis d'importation).
3. Nom et adresse **complets** de l'importateur.
- 3a. Le nom du pays doit être inscrit en toutes lettres.
4. Nom et adresse **complets** de l'exportateur/réexportateur. Le nom du pays doit être inscrit. L'absence de signature du requérant invalide le permis ou le certificat, si un emplacement est prévu à cet effet.
5. Les conditions particulières peuvent se référer à la législation nationale ou à des conditions auxquelles l'envoi est soumis par l'organe de gestion délivrant le document. Cette case peut être également utilisée pour indiquer la justification de l'omission de certaines informations.
- 5a. Utiliser les codes suivants : **T** à des fins commerciales, **Z** parc zoologique, **G** jardin botanique, **Q** cirque et exposition itinérante, **S** fins scientifiques, **H** trophée de chasse, **P** objet personnel ou à usage domestique, **M** fins médicales, **E** éducation, **N** réintroduction ou introduction dans la nature, **B** élevage en captivité ou reproduction artificielle et l'application de la loi / fins judiciaires / police scientifique.
- 5b. Indiquer le numéro du timbre de sécurité apposé à la case 13.
6. Le nom, l'adresse et le pays de l'organe de gestion qui délivre le document doit être pré-imprimé sur le formulaire.
- 7-8. Inscrire le nom scientifique (genre et espèce, éventuellement sous-espèce) de l'animal ou de la plante, tel qu'il apparaît dans les annexes de la Convention ou les listes de références approuvées par la Conférence des Parties, et le nom commun de l'animal ou de la plante utilisé dans le pays délivrant le document.
9. Donner une description aussi précise que possible des spécimens commercialisés (animaux vivants, peaux, flancs, portefeuilles, chaussures, etc.). Lorsque les spécimens portent des marques (étiquettes, tatouages, bagues, etc.), que ce soit requis ou non par une résolution de la Conférence des Parties (spécimens issus de l'élevage en ranch, soumis à des quotas approuvés par la Conférence des Parties, provenant d'établissements pratiquant la reproduction en captivité, à des fins commerciales, d'animaux inscrits à l'Annexe I, etc.), indiquer les numéros et le type de marque d'identification. Le sexe et l'âge des animaux vivants devraient être inscrits, si possible.
10. Inscrire le numéro de l'Annexe de la Convention (I, II ou III) à laquelle l'espèce est inscrite.
Pour la source, utiliser les codes suivants :
 - W** Spécimens prélevés dans la nature.
 - X** Spécimens pris dans "l'environnement marin n'étant pas sous la juridiction d'un État".
 - R** Spécimens élevés en ranch : spécimens d'animaux élevés en milieu contrôlé, provenant d'œufs ou de juvéniles prélevés dans la nature, où ils n'auraient eu sinon que très peu de chances de survivre jusqu'au stade adulte.
 - D** Animaux de l'Annexe I élevés en captivité à des fins commerciales dans des établissements inscrits au registre du Secrétariat, conformément à la Résolution Conf. 12.10 (Rev. CoP15), et plantes de l'Annexe I reproduites artificiellement à des fins commerciales, ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII de la Convention, paragraphe 4.
 - A** Plantes reproduites artificiellement conformément à la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18), ainsi que leurs parties et produits, exportées au titre de l'Article VII, paragraphe 5 (spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I reproduits artificiellement à des fins non commerciales et spécimens d'espèces inscrites aux Annexes II et III).
 - C** Animaux reproduits en captivité conformément à la résolution Conf. 10.16 (Rev. CoP19), ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre de l'Article VII, paragraphe 5.
 - F** Animaux nés en captivité (F1 ou générations ultérieures) mais qui ne répondent pas à la définition de "reproduit en captivité" donnée par la résolution Conf. 10.16 (Rev. CoP19), ainsi que leurs parties et produits.
 - Y** Spécimens de plantes répondant à la définition de « production assistée » énoncée dans la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18), ainsi que leurs parties et produits.
 - U** Source inconnue (**ce code doit être justifié**)
 - I** Spécimens confisqués ou saisis.
 - O** Spécimens pré-Convention (ce code peut être utilisé avec d'autres codes de source).
11. La quantité et les unités utilisées doivent être conformes à la version la plus récente des *Lignes directrices pour la préparation et la soumission des rapports annuels CITES*.
 - 11a. Indiquer le nombre total de spécimens exportés au cours de l'année civile actuelle (du 1^{er} janvier au 31 décembre) (y compris ceux couverts par le présent permis) et le quota annuel pour l'espèce en question (par exemple 500/1000). Ceci est valable aussi bien pour les quotas fixés par la Conférence des Parties que pour les quotas nationaux.
 12. Le pays d'origine est le pays dans lequel les spécimens ont été prélevés dans la nature, sont nés et ont été élevés en captivité ou ont été reproduits artificiellement, sauf dans le cas des spécimens végétaux qui cessent de remplir les conditions requises pour bénéficier d'une dérogation aux dispositions de la CITES. En pareil cas, le pays d'origine est considéré comme le pays dans lequel ces spécimens cessent de remplir les conditions requises pour bénéficier de la dérogation. Indiquer le numéro du permis ou du certificat du pays d'exportation et sa date d'émission. Si toutes ces informations ou l'une d'entre elles ne sont pas connues, ceci doit être justifié dans la case 5. Cette case ne doit être remplie qu'en cas de réexportation.
 - 12a. Le pays de provenance est le pays d'où la marchandise a été réexportée avant d'entrer dans le pays qui émet le présent certificat. Indiquer le numéro du certificat de réexportation du pays de provenance et sa date d'émission. Si toutes ces informations ou l'une d'entre elles ne sont pas connues, ceci doit être justifié dans la case 5. Cette case ne doit être remplie qu'en cas de réexportation de spécimens précédemment réexportés.
 - 12b. Le "N° de l'établissement" est le numéro de l'établissement d'élevage en captivité ou de reproduction artificielle. La "date d'acquisition" est définie dans la résolution Conf. 13.6 (Rev. CoP16) et n'est requise que pour les spécimens pré-Convention.
 13. A compléter par le fonctionnaire qui délivre le permis. Le nom de ce fonctionnaire doit être inscrit en toutes lettres. Le timbre de sécurité devrait être placé dans cette case, être annulé par la signature manuscrite dudit fonctionnaire et oblitéré par un cachet ou un sceau. Il est recommandé de veiller à ce que le cachet, la signature et le numéro du timbre de sécurité restent lisibles.
 14. A compléter par le fonctionnaire qui inspecte l'envoi à l'exportation ou à la réexportation. Indiquer les quantités de spécimens effectivement exportées ou réexportées. Annuler les cases inutilisées.
 15. Indiquer le numéro de la lettre de connaissance ou de la lettre de transport aérien lorsque le moyen de transport utilisé requiert l'utilisation d'un tel document.

Le document doit être rédigé dans une des trois langues de travail de la Convention (français, anglais ou espagnol) ou comporter une traduction intégrale dans une de ces langues. Ne pas mentionner dans un même document des spécimens exportés et des spécimens réexportés, à moins d'indiquer clairement lesquels sont exportés et lesquels sont réexportés.

APRÈS UTILISATION, CE DOCUMENT DOIT ÊTRE RETOURNÉ À UN ORGANE DE GESTION DU PAYS D'IMPORTATION.

Annexe 3 Modèle de certificat pour exposition itinérante

 CONVENTION SUR LE COMMERCÉ INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION		CERTIFICAT POUR EXPOSITION ITINERANTE	
		Original	
		1. Certificat n ^o	2. Valable jusqu'au
3. Propriétaire du spécimen (nom, adresse permanente et pays d'enregistrement) : <hr/> Signature du propriétaire		4. Nom, adresse et pays de l'organe de gestion délivrant le certificat 	
5. Conditions spéciales : a) Valable pour des passages transfrontaliers multiples. Le propriétaire garde l'original b) Les spécimens couverts par ce certificat ne peuvent pas être vendus ou être transférés dans un autre pays que celui où l'exposition est basée et enregistrée. Ce certificat n'est pas transmissible. Si les spécimens meurent, sont volés, détruits, perdus, vendus ou transférés, ce certificat doit être renvoyé immédiatement par le propriétaire à l'organe de gestion qui l'a délivré. c) Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné d'une fiche de traçabilité Pour les animaux vivants, ce permis ou certificat n'est valable que si les conditions de transport sont conformes à la <i>Réglementation IATA du transport des animaux vivants</i> ; et pour les plantes vivantes, au <i>Perishable Cargo Regulations</i> de l'IATA, ou, en cas de transport non aérien, aux Lignes directrices CITES applicables au transport autre qu'aérien des plantes et des animaux vivants.			
6. Pays d'importation Divers		7. But de la transaction Q	8. Timbre de sécurité n ^o
9. Nom scientifique (genre et espèce) et nom commun		10. Description des spécimens, y compris les marques ou numéros d'identification, l'âge et le sexe :	
		12. Annexe et source	
13. Pays d'origine	14. N ^o de permis et date	15. Numéro d'enregistrement de l'exposition	16. Date d'acquisition, si pré-Convention
17. Ce certificat est délivré par :			
<hr/> Lieu		<hr/> Date	
<hr/> Timbre de sécurité, signature et sceau			
18. Conditions supplémentaires			
19. Approbation des douanes (voir fiche de traçabilité)			

CERTIFICAT POUR EXPOSITION ITINERANTE No.

Instructions et explications (Correspondant aux numéros des rubriques du formulaire)

1. L'organe de gestion devrait attribuer un numéro unique au certificat.
2. Le document ne doit pas arriver à expiration plus de trois ans après la date de délivrance.
3. Indiquer le nom complet, l'adresse permanente et le pays du propriétaire des spécimens couverts par le certificat. L'absence de signature du propriétaire invalide le certificat, si un emplacement est prévu à cet effet.
4. Le nom, l'adresse et le pays de l'organe de gestion ayant délivré le certificat devraient être pré-imprimés.
5. Cette case est pré-imprimée pour indiquer que le certificat est valable pour des passages transfrontaliers multiples des spécimens avec leur exposition uniquement à des fins d'exposition et pour préciser que le certificat ne doit pas être repris mais qu'il doit être laissé au propriétaire des spécimens ou avec ceux-ci. Les raisons justifiant l'omission de certaines informations peuvent aussi être indiquées dans cette case.
6. Cette case est pré-imprimée pour indiquer que le passage transfrontalier est autorisé vers tout pays dont la législation nationale accepte ce certificat.
7. Le code Q pour les cirques et les expositions itinérantes doit être pré-imprimé dans cette case.
8. Indiquer le numéro du timbre de sécurité apposé à la case 17.
9. Indiquer le nom scientifique (genre et espèce, éventuellement sous-espèce) de l'espèce, tel qu'il apparaît dans les annexes de la Convention ou sur les listes de références approuvées par la Conférence des Parties, et le nom commun utilisé dans le pays délivrant le certificat.
10. Donner une description aussi précise que possible des spécimens couverts par le certificat en indiquant notamment les marques d'identification (étiquettes, tatouages, bagues, etc.), afin que les autorités de la Partie où entre l'exposition puissent vérifier que le certificat correspond aux spécimens couverts. Le sexe et l'âge des spécimens au moment où le certificat est délivré devraient si possible être inscrits.
11. Indiquer le nombre total de spécimens. Dans le cas d'animaux vivants, ce nombre devrait normalement être un. S'il y a plus d'un spécimen, indiquer "voir ci-joint l'inventaire".
12. Indiquer le numéro de l'Annexe de la Convention (I, II ou III) à laquelle l'espèce est inscrite. Utiliser les codes suivants pour indiquer la source. Ce certificat ne peut pas être utilisé pour des spécimens ayant un code de source **W**, **R**, **F** ou **U**, à moins qu'il s'agisse de spécimens pré-Convention et que le code **O** soit aussi utilisé.
 - W** Spécimens prélevés dans la nature.
 - X** Spécimens pris dans "l'environnement marin n'étant pas sous la juridiction d'un État".
 - R** Spécimens élevés en ranch : spécimens d'animaux élevés en milieu contrôlé, provenant d'œufs ou de juvéniles prélevés dans la nature, où ils n'auraient eu sinon que très peu de chances de survivre jusqu'au stade adulte.
 - A** Plantes reproduites artificiellement conformément à la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18), ainsi que leurs parties et produits, exportés au titre des dispositions de l'Article VII, paragraphe 5 (spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I reproduits artificiellement à des fins non commerciales et spécimens d'espèces inscrites aux Annexes II ou III).
 - C** Animaux élevés en captivité conformément à la résolution Conf. 10.16 (Rev. CoP19), exportés au titre de l'Article VII, paragraphe 5.
 - F** Animaux nés en captivité (F1 ou générations ultérieures) mais ne répondant pas à la définition d'"élevé en captivité" donnée par la résolution Conf. 10.16 (Rev. CoP19), ainsi que leurs parties et produits.
 - Y** Spécimens de plantes répondant à la définition de « production assistée » énoncée dans la résolution Conf. 11.11 (Rev. CoP18), ainsi que leurs parties et produits.
 - U** Source inconnue (ce code doit être justifié).
 - O** Spécimen pré-convention (peut être utilisé avec tout autre code indiquant la source).
13. Le pays d'origine est le pays dans lequel le spécimen a été prélevé dans la nature ou a été élevé en captivité.
14. Indiquer le numéro du permis d'exportation du pays d'origine et sa date d'émission. Si cette information est totalement ou partiellement inconnue, le justifier à la case 18.
15. À cette case doit figurer le numéro d'enregistrement de l'exposition.
16. N'indiquer la date d'acquisition que pour les spécimens pré-Convention.
17. À compléter par le fonctionnaire qui délivre le certificat. Le certificat ne peut être délivré que par l'organe de gestion du pays où est basée l'exposition et seulement quand le propriétaire de l'exposition a fourni une description complète des spécimens à cet organe de gestion. Le nom de ce fonctionnaire doit être inscrit en toutes lettres. Le timbre de sécurité doit être apposé dans cette case, être annulé par la signature du fonctionnaire et oblitéré par un cachet ou un sceau. Le cachet, la signature et le numéro du timbre de sécurité doivent être lisibles.
18. Cette case peut être utilisée pour se référer à la législation nationale ou indiquer les autres conditions spéciales établies par l'organe de gestion pour le passage transfrontalier.
19. Cette case est pré-imprimée pour mentionner la fiche de traçabilité jointe, où devraient figurer tous les passages transfrontaliers.

SOUS RÉSERVE DU POINT 5 CI-DESSUS, À EXPIRATION, CE DOCUMENT DOIT ÊTRE RETOURNÉ À L'ORGANE DE GESTION L'AYANT DÉLIVRÉ.



**CONVENTION SUR LE COMMERCE
INTERNATIONAL DES ESPECES DE
FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES
MENACEES D'EXTINCTION**

**CERTIFICAT POUR EXPOSITION ITINERANTE
FICHE DE TRACABILITE**

Page _____ sur _____ pages

1. Certificat original n°

4. Nom, adresse et pays de l'organe de gestion délivrant le certificat

8. Timbre de sécurité n°

17. Ce certificat est délivré par :

Lieu	Date	Timbre de sécurité, signature et sceau					
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel	Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel	Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel	Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel	Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel	Port d'exportation ou de réexportation	Date	Signature	Timbre officiel

Annexe 4 Types d'échantillons biologiques et leur utilisation

Type d'échantillon	Taille type de l'échantillon	Utilisation de l'échantillon
sang et éléments dérivés	5 ml maximum pour les échantillons liquides ou les échantillons de sang sec sur une lame de microscope, un papier-filtre ou un tampon	recherche biomédicale, identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies, y compris sérologie
tissus internes (botaniques ou zoologiques), fixés	tissus (5 mm ³ – 25 mm ³) dans un fixateur ou sur une lame de verre histologique contenant une section de +/-5um de tissu fixé	Histologie et microscopie électronique pour détecter des organismes ou des poisons ; recherche taxonomique ; recherche biomédicale ; identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies
tissus internes (botaniques ou zoologiques), congelés	morceaux de tissus (5 mm ³ - 25 mm ³)	recherche biomédicale ; identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies
tissus internes (botaniques ou zoologiques), frais (sauf ovules, sperme et embryons)	morceaux de tissus (5 mm ³ -25 mm ³)	recherche biomédicale ; identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies
tissus externes y compris poils, peau, plumes, écailles, os, coquille d'œuf, dents, ivoire, corne, feuilles, écorce, graines, fruits ou fleurs	échantillons individuels avec ou sans fixateur pour l'ivoire : morceaux d'ivoire d'environ 3 cm x 3 cm et 1 cm d'épaisseur ou moins selon la méthode d'analyse, conformément aux <i>ICCWC Guidelines on methods and procedures for ivory and laboratory analysis</i> ⁵ pour la corne de rhinocéros : petites quantités de poudre/copeaux scellés dans une bouteille d'échantillonnage inviolable, conformément à la <i>Procedure for Rhino</i>	identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies ; analyse de l'âge ; recherche biomédicale

⁵ https://www.unodc.org/documents/Wildlife/Guidelines_Ivory.pdf

	<i>horn DNA Sampling</i> ⁶	
tampon buccal/cloacal/ mucus/nasal/urinaire tractus/rectal	petites quantités de tissus ou de cellules sur un tampon dans un tube	identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies, y compris sérologie ; recherche biomédicale
lignes cellulaires et cultures de tissus	aucune limitation de taille pour les échantillons	recherche biomédicale ; identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies ; analyse de l'âge
ADN ou ARN (purifié)	jusqu'à 0,5 ml de volume par spécimen d'ADN ou d'ARN purifié	recherche biomédicale ; identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies ; analyse de l'âge
sécrétions (salive, venin, lait, sécrétions végétales)	1-5 ml en fiole	production d'anti-venin, recherche biomédicale ; identification de l'espèce ; détermination de l'origine géographique ; détermination du sexe ; identification individuelle ; test de filiation ; analyse toxicologique ; test/diagnostic de maladies y compris sérologie ; analyse de l'âge

⁶ République d'Afrique du Sud, Ministère de l'environnement, Procédures d'échantillonnage de l'ADN de la corne de rhinocéros